

trouver grâce aux yeux de ses commettants lorsqu'il ira leur proposer cette doctrine surannée, cette doctrine d'un ridicule achevé, dont de longues années de dure expérience ont démontré le néant absolu.

Selon moi, monsieur l'Orateur, le programme véritablement national de réforme économique doit affirmer le principe qu'une plus grande liberté du commerce est indispensable au bien-être de la population en général, que le tarif ne doit être considéré que comme un moyen de subvenir aux besoins de l'Etat, la réalisation de ces objets devant s'accomplir graduellement. Prise dans l'acception même la plus favorable du terme, la protection n'est ni bienfaisante ni susceptible de tenir lieu d'une politique vraiment nationale, puisqu'elle ne tient pas compte de l'ordre naturel des industries. Qu'est-ce qui s'impose en un jeune pays tel que le Canada? Notre premier devoir n'est-il pas de favoriser l'épanouissement de ses industries fondamentales, de veiller à ce que la situation des cultivateurs et les mineurs, des exploitants des pêcheries et des forêts soit satisfaisante au point de vue économique? Ils ont été les premiers à s'établir au pays. Nous avons des millions d'acres de terre en culture; quel est le nombre des robustes artisans du sol qui ont choisi leurs terres sans songer à se demander s'ils auraient un soi-disant marché domestique à leur portée? Il se peut que quelques-uns aient subi l'influence de cette considération; mais aux yeux du plus grand nombre, la question du marché domestique n'a compté pour rien, car ils savaient que pour vendre leurs produits à des prix rémunérateurs ils devraient trouver à les écouler sur le libre marché mondial.

Le cultivateur ne demande qu'une chose: c'est qu'on le laisse en paix. Il se rend compte que pour vendre ses produits il lui faut concurrencer les cultivateurs du monde entier. Le protectionniste lui interdit le libre achat des choses qu'il lui faut; il lui impose la protection afin de lui faire payer plus cher les articles dont il ne peut se passer. Plus la situation des industries fondamentales sera satisfaisante, plus les industries secondaires auront de chances de développement. Chercher à donner prématurément l'essor aux industries secondaires, c'est, du même coup, faire tort aux industries fondamentales, accentuer la cherté de la vie et faire que les exploitants des industries fondamentales peuvent plus difficilement mettre leurs produits en vente sur le marché qui est à leur portée, le surplus de ces produits devant trouver à s'écouler à l'étranger.

On nous dit à bon droit que l'une des grandes espérances du Canada repose sur l'affluence des immigrants. Tous les partis politiques, tous les gouvernements s'accordent à reconnaître que l'immigration doit se composer d'agriculteurs triés sur le volet, de gens capables de cultiver le sol avec succès, de gens qui, selon toute probabilité, resteront sur la terre. Conservateurs, progressistes et libéraux sont d'accord sur ce point. Au cours du présent débat, les députés qui siègent tout près de vous, à votre gauche, monsieur l'Orateur, se sont appliqués à faire voir que le bien-être de la classe agricole dépend de la protection accordée aux industries secondaires. Les honorables députés qui siègent à votre gauche sont-ils d'avis que nous devrions modifier notre propagande parmi les sujets des pays surpeuplés de l'Europe qui ont l'intention d'émigrer. Oserons-nous dire dans notre campagne d'immigration que le succès définitif de l'agriculture au Canada est subordonné au maintien ou non d'un tarif de protection élevé? Je défie mes honorables amis de la gauche en sujet de leur bonne foi et de leur sincérité lorsqu'ils disent que l'avancement de l'agriculture dépend de la protection accordée aux industries secondaires. Diront-ils, à la lumière du sens commun, qu'il faut prévenir les immigrants que la disparition de la protection entraînera avec elle la ruine de l'agriculture; que si nous adoptons un tarif exclusivement de revenu ou que si nous ambitionnons le libre-échange, ce sera la fin de l'agriculture au Canada?

M. RYCKMAN: J'accepte le défi et répons dans l'affirmative.

M. PUTNAM: L'honorable député pense que nous devrions opérer ce changement dans notre propagande d'immigration?

M. RYCKMAN: Si vous dites que le Canada n'aura pas de tarif qui protège suffisamment les industries, alors la classe agricole en souffrira et nous n'avons pas raison d'inviter les immigrants à venir se livrer chez nous à la culture du sol.

M. PUTNAM: Mon honorable ami veut-il me dire quelle sorte de tarif protégerait suffisamment les industries, pour me servir de ses termes?

M. RYCKMAN: J'ai déjà pris la parole sur le budget et je ne tiens pas à recommencer. Je ne puis que demander à mon honorable et estimable ami de répondre à la question que je lui ai déjà posée et j'espère qu'il ne reprendra pas son siège avant de l'avoir fait: Est-il en faveur d'un tarif protecteur pour ce pays—n'importe quel tarif de protection?